

CONV 203/02

WG II 7

**NOTE**

---

du : Secrétariat

au : Groupe de travail II

---

**Objet : Note de synthèse de la réunion du 12.07.2002 sous la présidence du  
Commissaire António VITORINO**

---

La deuxième réunion du groupe de travail II « Charte » s'est tenue le 12 juillet 2002, entre 14:30 h et 17:30 h, sous la présidence du Commissaire Antonio Vitorino.

*I. Calendrier des travaux*

1. Les dates suivantes pour les prochaines réunions ont été confirmées:

- 23 juillet (toute la journée)

- 17 septembre (toute la journée)

- 4 octobre (après-midi)

- 7 / 8 octobre (dates de réserve).

- 21 octobre comme date de la dernière réunion - au lieu de la date du 29 octobre initialement envisagée; cela permettrait une conclusion des travaux du groupe avant la session plénière de la Convention de fin octobre, en vue de la présentation d'une première architecture du traité tel qu'annoncée par le Président de la Convention Valéry Giscard d'Estaing.

## II. Modalités et conséquences d'une éventuelle intégration de la Charte dans les traités

### - *Techniques possibles d'une intégration de la Charte*

2. Le Président a ouvert une première discussion sur le sujet, tout en soulignant que le groupe devrait revenir à cette question cruciale au cours de ses travaux. Il a en outre souligné:

- la relation entre l'idée d'un traité fondamental ainsi que la longueur de celui-ci, et le choix des options (telles que présentées dans le doc. CONV 116/02), aucune d'entre elles n'étant a priori incompatible avec cette idée;
- les diverses possibilités de combinaison entre les options présentées;
- la question du préambule qui devrait être tenue à l'esprit dans ce cadre.

3. Une majorité des intervenants s'est prononcée en faveur de l'insertion du corps intégral des articles de la Charte dans un nouveau traité fondamental (option f), en relevant notamment les attentes concernant la visibilité et la transparence des droits fondamentaux de l'Union, telles qu'exprimées notamment par la société civile et la Convention des jeunes, l'importance fondamentale d'un catalogue de tels droits au début d'un traité de base ou d'une constitution, ainsi que le caractère qualifié comme normatif de la Charte, rédigée "comme si" ce texte était destiné à figurer dans le traité.

4. D'autres intervenants ont toutefois avancé, respectivement:

- que le souci de s'en tenir aux droits fondamentaux déjà existants et de préserver la position des Etats membres militait (étant donné l'orientation du groupe de ne pas modifier la Charte) en faveur de l'option a) ou b), et qu'il ne fallait pas sous-estimer l'intérêt de ce texte en tant que déclaration;
- que le choix final entre ces options serait une décision politique à prendre plus tard, mais en fonction des réponses à certaines questions techniques à examiner par le groupe;

- qu'il pouvait exister des possibilités d'une voie intermédiaire, comme par exemple un protocole (option e), combiné avec une référence à la Charte dans un article du traité de base;
- que le choix de la technique devra également respecter le souci de ne pas affaiblir le système pan-européen de la CEDH.

5. Une série d'intervenants ont souligné que le Préambule de la Charte, qui constituait une partie essentielle de celle-ci, a été rédigé de manière à englober, au delà des droits fondamentaux, dans un sens plus général, les valeurs et les fondations de l'Union. Il pourrait, selon ces membres, dès lors être utilisé (éventuellement enrichi par d'autres éléments) comme préambule d'un nouveau traité de base.

6. Le Président a conclu en soulignant qu'il faudrait, lors du choix de la technique d'intégration, adresser plusieurs préoccupations dont, d'un côté, celle de la visibilité et importance politiques des droits fondamentaux et de l'autre côté, celle de la sécurité juridique. Par ailleurs, il a rappelé les deux facettes du compromis autour de la Charte, en soulignant que le consensus de l'époque était sur une déclaration politique mais le texte avait un profil juridique car il a été écrit "comme s'il" devait être intégré dans les traités.

- La question de l'article 6 § 2 actuel du traité UE (relation entre la Charte et la CEDH, d'une part, et les traditions constitutionnelles communes, d'autre part)

7. Certains membres du groupe se sont prononcés pour la suppression de l'article 6 §2 du traité UE dans le cas d'une intégration de la Charte en tant que texte pleinement contraignant, étant donné que la Charte incluait les droits de la CEDH et était déjà considérée par le Tribunal de première instance comme une interprétation des traditions constitutionnelles communes ; elle contenait en tout cas des références à ces deux sources dans son préambule. D'autres cependant se sont exprimés en faveur du maintien de l'article 6 § 2 du traité UE ou d'une disposition analogue. Ces membres ont soutenu que la Charte ne contenait pas l'ensemble des droits garantis dans la CEDH et ses protocoles et qu'une disposition comme l'article 6 § 2 pourrait favoriser une interprétation de la Charte à la lumière des traditions constitutionnelles communes. De plus, elle marquerait une ouverture du système pour des évolutions futures, permettant à la Cour de justice de tenir compte de nouveaux éléments constitutionnels qui pourraient émerger parmi les Etats membres.

8. Dans ce contexte, il a également été avancé que, les traditions constitutionnelles communes ayant servi comme troisième source majeure (en sus des droits de la CEDH et du traité CE) pour la Charte, le souci d'établir une harmonie entre ces trois sources militait, soit pour l'ajout d'une disposition horizontale sur les traditions constitutionnelles, semblable à celles relatives aux deux autres sources, soit pour l'ajout, dans l'article 6 §2 du traité, d'un élément répondant à ce souci. A défaut d'un tel ajout, l'intégration de la Charte risquait de donner trop de pouvoir politique au juge communautaire. D'autres ont cependant remarqué que la marge d'appréciation de la Cour de justice était plus grande aujourd'hui, dans le cadre d'une définition purement prétorienne des droits fondamentaux communautaires. Ils ont ajouté qu'il était très difficile de définir les traditions constitutionnelles communes et que la Cour ne pouvait forcément pas en déduire des droits d'un sens identique à celui existant dans toutes les Constitutions des Etats membres ni en retenir seulement le moindre dénominateur commun.

9. Certains membres ont remarqué qu'il conviendrait de revenir à la question de l'article 6 § 2 du traité UE après les discussions du groupe sur l'adhésion à la CEDH. Le Président a confirmé cette approche en indiquant qu'il verrait une marge pour maintenir les références faites dans l'article 6 § 2 mais qu'il conviendrait en tout cas d'examiner l'impact sur leur formulation d'une décision éventuelle portant sur l'adhésion à la CEDH.

- *La Charte et les compétences de l'Union*

Le Président a introduit le débat en présentant son document de travail et en indiquant que, pour sa part, il ne voyait pas de contradiction entre la Charte et les compétences limitées de l'Union.

10. Tous les intervenants ont mis l'accent sur l'importance, déjà soulignée par la Convention précédente, du principe que l'intégration de la Charte n'affecte pas la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres, et se sont félicités des clarifications importantes apportées par le document de travail (WD 03) du Président à cet égard. Il a été remarqué que la Convention précédente tenait à rédiger un catalogue complet également dans le souci de rendre visibles toutes les valeurs communes de l'Union, notamment dans le contexte de ses relations internationales.

11. Plusieurs intervenants ont jugé utile une adaptation rédactionnelle dans l'article 51 § 2 de la Charte, dans l'hypothèse du choix de l'option f), telle que suggérée dans le document de travail du Président (clarifiant que la Charte, intégrée aux traités, ne modifie pas les compétences et tâches définies par *les autres* dispositions des traités).

12. Suite à des demandes exprimées au sein du groupe, le Président Vitorino s'est engagé à soumettre au groupe un document de travail concernant les possibles adaptations rédactionnelles des articles 51 (2) et 52 (2) de la Charte, ainsi que les dédoublements dans la Charte.

---